

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique et
de la cohésion des territoires

Direction Générale de la Prévention des Risques

Décision du 30 mai 2022

**relative à l'approbation du guide thématique « Appareils et matériels à gaz »
élaboré par le Centre national d'expertise des professionnels de l'énergie gaz
(CNPNG) et listé en annexe 1 à l'arrêté du 23 février 2018**

NOR: TREP2203849S

(Texte non paru au journal officiel)

Public : *tous publics utilisateurs d'installations domestiques fonctionnant au gaz, installateurs, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, fabricants d'appareils à gaz ou d'accessoires, organismes habilités pour viser les certificats de conformité, organismes habilités pour certifier les matériels à gaz.*

Objet : *décision portant approbation du guide thématique élaboré par le Centre national d'expertise des professionnels de l'énergie gaz (CNPNG) intitulé « Appareils et matériels à gaz » et référencé « Édition 5 – Mai 2022 » figurant en annexe 1 à l'arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes.*

Entrée en vigueur : *la présente décision entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

Notice : *par la présente décision, le guide thématique « Appareils et matériels à gaz » élaboré par le Centre national d'expertise des professionnels de l'énergie gaz (CNPNG) et référencé « Édition 5 – Mai 2022 » est approuvé. Il remplace le guide thématique « Appareils et matériels à gaz » élaboré par le Centre national d'expertise des professionnels de l'énergie gaz (CNPNG) et référencé « Édition 4 – Mars 2021 ».*

Références : *La présente décision est publiée au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et cohésion des territoires.*

La ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Vu le code de l'environnement, notamment les chapitres IV et VII du titre V de son livre V;

Vu l'arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes, notamment son article 5 ;

Vu la décision BSERR n° 18-014 du 13 avril 2018 portant reconnaissance d'un organisme professionnel compétent et représentatif pour l'établissement des guides listés en annexe 1 à l'arrêté du 23 février 2018 ;

Vu le courrier du Centre national d'expertise des professionnels de l'énergie gaz (CNPG) en date du 16 mai 2022 sollicitant l'approbation du guide thématique « Appareils et matériels à gaz » Édition 5 – Mai 2022,

Décide:

Article 1^{er}

Le guide thématique « Appareils et matériels à gaz » élaboré par le Centre national d'expertise des professionnels de l'énergie gaz (CNPG), référencé « Édition 5 » et daté de mai 2022, est approuvé.

Article 2

Les marques spécifiées dans le guide thématique « Appareils et matériels à gaz » élaboré par le CNPG, référencé « Édition 5 » et daté de mai 2022, sont reconnues en application du III de l'article R. 557-8-3 du code de l'environnement.

L'usage de ces marques est réservé aux matériels à gaz mentionnés à l'article L. 557-4 du code de l'environnement et en application des dispositions de la section 8 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement.

Article 3

Dans la décision du 23 octobre 2019 susvisée, la référence au guide « Appareils et matériels à gaz » - Édition 4 – daté de mars 2021, est remplacée par la référence au guide « Appareils et matériels à gaz » - Édition 5 - daté de mai 2022.

Article 4

Le guide professionnel précité peut être obtenu gratuitement (hors frais de reprographie et de transmission) auprès du CNPG.

Article 5

Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'application de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Fait le 30 mai 2022

Pour la ministre et par délégation :
La cheffe du service des risques technologiques,

Anne-Cécile RIGAIL